Maroc : revivre après le séisme

Le Défap offre trois bourses pour suivre une formation de cinq mois au Maroc, à Rabat, dans le cadre du certificat Al Mowafaqa. Peuvent être concernés aussi bien des pasteurs ou des étudiants que toute personne intéressée par le dialogue interreligieux.

Une semaine de prière pour l’unité des chrétiens

Ce sont les chrétiens du Burkina Faso qui ont choisi le thème de la prochaine Semaine de prière pour l’unité des chrétiens, du 18 au 25 janvier 2024.



Affiche de la Semaine de prière pour l'unité des chrétiens 2024 © unitedeschretiens.fr

La semaine de prière pour l'unité des chrétiens est une action œcuménique internationale qui vise à rassembler tous les chrétiens autour d'un thème, des méditations et des louanges communes.

Cette année, ce sont les chrétiens du Burkina Faso qui ont choisi le thème de la Semaine de prière : « Tu aimeras le Seigneur ton Dieu… et ton prochain comme toi-même » (Luc 10. 27)

Les chrétiens sont appelés à agir comme le Christ en aimant comme le Bon Samaritain, en montrant de la pitié et de la compassion pour ceux qui sont dans le besoin quelle que soit leur identité religieuse, ethnique ou sociale. Ce qui doit nous inciter à venir en aide aux autres, ce n'est pas l'identité commune, mais l'amour de notre « prochain ». Toutefois, la vision de l'amour de notre prochain que Jésus nous présente est battue en brèche dans le monde d'aujourd'hui. Guerres dans beaucoup de régions, déséquilibres dans les relations internationales et inégalités causées par les ajustements structurels imposés par les puissances occidentales ou par d'autres agents extérieurs inhibent notre capacité d'aimer comme le Christ. C'est en apprenant à s'aimer les uns les autres au-delà de leurs différences que les chrétiens peuvent devenir des « prochains », comme le Samaritain de l'Évangile.

Matériel à télécharger
Matériel à commander
Destinataires des collectes
Histoire de la Semaine de prières

La semaine de prières pour l'unité des chrétiens se déroule chaque année autour de la Pentecôte dans l'hémisphère Sud et entre le 18 et le 25 janvier dans l'hémisphère Nord. Chaque année, les partenaires œcuméniques d'une région différente

sont invités à préparer les textes. Le matériel pour 2024 est disponible en français ci-dessus. Pendant de nombreuses années, c'est l'association Unité Chrétienne, à Lyon, qui a adapté les documents internationaux pour le monde francophone européen. Elle a élaboré les outils nécessaires pour vivre la Semaine de prière pour l'unité chrétienne : création d'un visuel, publication de tracts et brochure comportant des éléments de réflexion biblique, spirituelle et théologique autour du thème et suggestions pour la prière et la célébration. Désormais, le Conseil d'Églises chrétiennes en France (CECEF) a pris le relais ; le matériel pour cette semaine 2024 est disponible sur le site https://semainedepriere.unitedeschretiens.fr/

Le CECEF, qui rassemble les responsables de toutes les familles chrétiennes en France, fait une proposition des destinataires pour les collectes recueillies pendant la Semaine de prière pour l'unité des chrétiens. Il recommande que les collectes contribuent à soutenir l'Association Dignus qui œuvre pour l'humanitaire et le développement au Burkina Faso ; elle est membre d'ACT Alliance et partenaire de Christian Aid, Diakonia, Lutheran World Relief (LWR) et de l'UNICEF. Les organisateurs de célébrations œcuméniques gardent toute liberté d'envoyer les dons à un autre organisme dont ils auraient connaissance.

«La femme de valeur», figure de l'Église

Condensé de la prédication du pasteur David Mitrani, de

l’Église protestante unie de France, sur Proverbes 31, lors du culte synodal à Besançon, le 19 novembre 2023.



« Le baiser », de Gustav Klimt (détail). Huile et feuille d’or sur toile. Galerie autrichienne du Belvédère, Vienne © Domaine public, Google Art Project

> *« Qui trouvera une femme de valeur ? Elle vaut bien plus que des perles. Le cœur de son mari a confiance en elle, et c’est tout bénéfice pour lui (…) Elle ouvre ses bras au malheureux, elle tend la main au pauvre (…) Son mari est reconnu aux portes de la ville, lorsqu’il siège avec les anciens du pays (…) Ses fils se lèvent et la disent heureuse, son mari aussi, et il chante ses louanges : « Bien des femmes font preuve de valeur, mais toi, tu leur es à toutes supérieure. »*
>
> ***Proverbes 31,10-31***



Ce texte des Proverbes n’a pas pour but de nous parler du mariage. Il s’agit de nous amener à Jésus, même si son nom ne s’y trouve pas. Nous lirons donc la « femme de valeur » comme étant une figure de l’Église. Cette expression déjà nous dit des choses sur cette épouse, sur l’Église du Christ, sur notre Église et nos paroisses. « Femme de valeur » : comme des enfants ingrats, il nous arrive de dénigrer notre mère, de ne pas lui reconnaître la valeur que lui voit son époux. Est-ce nous qui avons raison, ou lui ?

Permettez que je le dise : c’est lui ! « Le cœur de son mari a confiance en elle. » L’avez-vous remarqué : la confiance de l’époux ne suit pas les œuvres de sa femme, mais elle les précède.

Ce n’est pas qu’une question d’écriture. La confiance, la grâce de Dieu sont premières, elle nous précèdent, comme le Christ précède l’Église. Aimer, c’est faire confiance.

Or Dieu nous aime, nous fait confiance, fait confiance à son Église. C’est bien cette confiance que le Seigneur de l’Église porte à son épouse qui doit être posée en premier ! Par sa vie et sa mission, par son culte et sa vie communautaire, l’Église exprime et rend visible et manifeste sa confiance en celui qui lui fait confiance !

> *La confiance de l’époux ne suit pas les œuvres de sa femme, mais elle les précède*

Ce qui nous est montré de la vie de l’Église dans ce dernier chapitre du livre des Proverbes est tout à fait intéressant. Elle se préoccupe de son mari, de sa maisonnée, des pauvres, et de la réputation de son mari. Pour tout ceci, elle ne lésine pas sur ses peines, elle se donne les moyens de ce

qu’elle veut faire, à l’intérieur et à l’extérieur, sans crainte de commercer avec l’extérieur pour le bien de sa maison. Où trouverait-on plus active que cette femme, et qui ferait mieux qu’elle ?

C’est donc un modèle qui nous est donné. Que notre Église soit comme elle pour son mari – le Seigneur –, pour ses fils – ses membres – et pour les gens qui en ont besoin. Tous ceux qui s’occupent des autres savent bien qu’ils ne peuvent se permettre de se relâcher dans cette occupation. Avouez que ce serait là une belle activité, nouvelle pour beaucoup d’entre nous : confesser devant l’Église qu’elle est riche et heureuse de la confiance que le Seigneur lui fait !

Ce corps qu’est l’Église ne peut pas vivre sans la confiance de l’Époux, mais elle a aussi besoin d’entendre ses enfants la bénir, plutôt que récriminer contre tout ce qu’elle ne fait pas ou fait mal, contre ce qui lui manque. Nous les enfants qu’elle nourrit, nous pourrions lui en être reconnaissants…

Plus nous ferons confiance à la confiance de Dieu, plus nous nous nourrirons de la Parole du Christ, plus nous ressemblerons, en Église, à ce que les Proverbes nous montrent. C’est une vraie bonne nouvelle.

L’Égypte : regards croisés d’envoyés du Défap

S’il est essentiellement présent en Afrique subsaharienne, dans l’océan Indien et dans le Pacifique, le Défap a aussi des envoyés dans d’autres

pays par le biais des « associations portées » dont il forme et suit les volontaires. C'est le cas en Égypte, où il est en partenariat avec l'ACO (Action Chrétienne en Orient). Un pays, et des projets, que nous présentent dans « Courrier de mission », l'émission du Défap diffusée sur Radio FM+ et Fréquence protestante, trois de ces « envoyés portés » : Anatole, Nicola et Alain.



De gauche à droite : Anatole, Nicola, Guylène et Alain, lors de l'interview pour « Courrier de mission » réalisée dans la bibliothèque du Défap © Défap

La précédente émission du Défap sur Fréquence protestante et sur Radio FM+, en novembre 2023, vous présentait les portraits de deux « envoyés » très différents : Lisa, jeune infirmière en train d'achever ses études et partant pour une mission dans un hôpital au Cameroun, et Luc, partant en Tunisie après avoir eu une carrière bien remplie de travailleur humanitaire : il n'y a pas d'âge ou de parcours type pour s'engager avec le

Défap… Pour cette émission de décembre, les volontaires interviewés sont encore très différents, mais tous se rattachent à un même pays : l'Égypte.

Le Défap n'est pas impliqué de manière directe dans ce pays, mais par le biais d'un proche partenaire : l'ACO (Action chrétienne en Orient). Œuvre missionnaire née au sein des Églises protestantes de l'Est de la France, elle entretient des liens à la fois spirituels et de soutien matériel avec les chrétiens d'Orient. À sa création en 1922, l'ACO avait pour but de secourir les populations arméniennes victimes des exactions turques. Grâce aux paroisses protestantes alsaciennes, mais aussi grâce à des comités néerlandais et suisses, l'ACO a rapidement étendu son œuvre et touché aussi bien les personnes de culture arménienne que de langue arabe et assyrienne, en Syrie mais également au Liban puis plus tard en Iran, et jusqu'en Égypte. Aujourd'hui, grâce à de nombreux partenariats, l'ACO soutient des projets très variés dans les domaines de l'éducation, du social, de la santé, de la solidarité en contexte de crise, de la résolution des conflits, de la formation théologique, de la vie d'Église au sein de communautés locales.



Anatole et Nicola en juillet 2023 au Défap, pour la session de formation des envoyés © Défap

Parmi ces partenariats, il y a le Défap. Au cours des dernières années, l'ACO a eu l'occasion de collaborer de manière quasi quotidienne avec le Service Protestant de Mission, notamment pour l'envoi de volontaires, au Liban, en Égypte… Dans ce pays par exemple, le Défap a régulièrement assuré le suivi des envoyés de l'ACO en lien avec les Églises protestantes locales, dans le cadre de la plate-forme Moyen-Orient. Il s'agissait de missions d'enseignement (soutien scolaire, apprentissage de l'expression française), mais au-delà, d'une expérimentation quotidienne du « vivre ensemble » propre à faire mentir ceux qui prêchent la violence entre les communautés.

L'Égypte : regards croisés d'envoyés du Défap

Courrier de Mission

Émission du 17 décembre 2023 sur Fréquence Protestante

Deux missions très différentes

En lien avec l'ACO, le Défap continue ainsi à envoyer des volontaires au sein d'un foyer d'accueil de jeunes filles défavorisées qui suivent leur scolarité dans une école francophone, mais aussi auprès des élèves d'une école internationale : le New Ramses College, au Caire. Les langues d'enseignement sont l'arabe et l'anglais mais le français est encouragé dans cet établissement soutenu par l'Église protestante. C'est dans ce foyer que s'effectue la mission d'Anatole (sachant que l'enregistrement de l'émission a eu lieu avant son départ). Il connaissait déjà bien l'Égypte, puisqu'il y avait effectué une mission avec un autre organisme. Mission qui lui avait permis de découvrir ce pays, et lui avait donné envie d'y revenir. Il est également impliqué dans une autre association, les Focolare dans le quartier de Shubra.

La mission de Nicola, partie en couple en Égypte, avec son époux Alain, est pour sa part le résultat d'un montage impliquant plusieurs organismes : pasteure de l'Église protestante unie de France, elle est mise à disposition par l'EPUdF, envoyée par l'ACO et DM (l'homologue suisse du Défap), en lien avec le Défap et la Ceeefe (la Communauté des Églises protestantes francophones) pour accompagner les paroisses du Caire et d'Alexandrie. L'autre volet de son ministère est le contact avec les Églises protestantes égyptiennes (le Synode du Nil) et les partenaires des projets de l'ACO sur place (traduction de livres théologiques ; travail pour le vivre ensemble), avec les autres Églises chrétiennes.

Partir avec le Défap : les échanges, ça vous change

Échanges entre deux volontaires du Défap aux expériences très différentes : Luc, qui part en mission en Tunisie, a une longue carrière dans l'humanitaire. Lisa, qui part au Cameroun, est encore étudiante. Deux regards croisés sur le volontariat à l'international, ce qu'on en attend, ce qu'on y vit, ce qu'il transforme chez les volontaires qui le vivent.



À gauche : Luc, envoyé du Défap en Tunisie ; à droite, Lisa, envoyée au Cameroun © Défap

Il n'y a pas d'âge pour être volontaire du Défap. C'est particulièrement vrai quand on part avec le statut de VSI (Volontaire de Solidarité Internationale). Certaines et certains finissent tout juste leurs études, voire sont encore

en train d’hésiter sur leur orientation, et sont en quête d’une expérience à l’international, d’une ouverture, pour pouvoir affiner leurs choix. D’autres, au contraire, ont une vie professionnelle déjà bien remplie et peuvent donner de leur temps et de leur expérience.

Pour ce mois de novembre 2023, « Courrier de mission », l’émission du Défap diffusée sur Fréquence protestante, met en dialogue deux de ces volontaires aux parcours très différents. Novembre, c’est une période de l’année au cours de laquelle pratiquement tous les volontaires ayant pris part à la « session de formation au départ » du mois de juillet sont sur le terrain. Ils et elles se retrouvent donc dispersés au Cameroun, en Tunisie, à Madagascar et dans de nombreux autres pays en fonction de leur mission. L’enregistrement de cette émission a justement été réalisé avant le départ des uns et des autres, et peu après cette formation qui constitue l’un des rares moment où tous les « envoyés » du Défap se retrouvent en un même lieu et peuvent échanger à la fois sur leurs parcours, leurs motivations, et sur leurs futurs lieux d’engagement.

Partir avec le Défap : les échanges, ça vous change

Courrier de Mission

Émission du 19 novembre 2023 sur Fréquence Protestante

Deux envoyés aux parcours très différents

Voici donc Lisa et Luc. Lisa a senti que le moment de partir était venu pour elle pendant sa troisième année d’études d’infirmière. Elle connaît le Défap depuis toute jeune : elle avait déjà participé à un échange en tant que catéchumène. Elle a aussi effectué un stage dans un dispensaire en Namibie, qui a constitué pour elle « une révélation », et lui a donné envie de s’engager de nouveau en Afrique. Luc, pour sa part, a déjà une longue expérience de travailleur humanitaire. Il a

effectué des missions avec de nombreuses ONG, et sur de nombreux terrains différents, avant de partir en Tunisie avec le Défap.

Dans ce dialogue entre Lisa et Luc, diffusé alors que tous deux ont rejoint leur lieu de mission, ils évoquent leurs attentes, ce qu'ils laissent derrière eux, leurs relations avec leurs proches, ce que cela représente pour chacun d'être ainsi loin de leur pays et de leurs habitudes. Ils évoquent aussi l'après-mission, et le retour en France. Ainsi que la formation au départ suivie au Défap, et ce qu'elle apporte aux envoyés.

Les protestants dénoncent l'antisémitisme

Selon le ministre de l'Intérieur, qui s'exprimait le 14 novembre sur Europe 1, 1518 actes et propos antisémites ont été signalés en France depuis le 7 octobre, donnant lieu à près de 600 interpellations – des chiffres trois fois supérieurs à ceux constatés sur toute l'année 2022. Face à cette recrudescence, de nombreuses marches civiques ont été organisées dimanche 12 novembre à travers toute la France et ont réuni quelque 182 000 participants. Les protestants y étaient représentés, comme à Paris où Christian Krieger, président de la Fédération protestante de France, a défilé en tête du cortège. Le lendemain, les représentants des principaux cultes ont été reçus par le président de la République, qui leur a demandé de participer à « un effort

pédagogique », en particulier auprès des jeunes. Les Églises membres du Défap ont diffusé des communiqués dénonçant fermement la multiplication des actes antisémites. Les responsables religieux du CECEF (Conseil d'Églises chrétiennes en France), réunis lundi 13 novembre, ont tenu pour leur part à exprimer leur soutien aux communautés juives et musulmanes de France.



Le président de la Fédération protestante de France, Christian Krieger, participant à la marche contre l'antisémitisme avec de nombreux responsables politiques, le dimanche 12 novembre à Paris © FPF

Déclaration de l'UEPAL contre l'antisémitisme en France
10 novembre 2023



Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine

Si les mots manquent pour dire ce que nous ressentons sur les événements en Israël, Gaza et Palestine, il serait pour autant une erreur de se taire sur ce qui se passe en France : la montée de l'antisémitisme et de l'islamophobie.

Rappelons la déclaration fraternelle du protestantisme au Judaïsme dans le document intitulé « Cette mémoire qui engage » de décembre 2017 :
La Fédération Protestante de France condamne l'antisémitisme sous toutes ses formes… « comme une attitude absolument inconciliable avec.[…] la foi chrétienne »… Cette déclaration affirmait également la coresponsabilité des chrétiens, par omission ou par silence, dans la tragédie de la Shoah.
Retrouvez la déclaration de la FPF en ligne

De son côté, l'UEPAL a adopté, en juin 2017 à l'occasion des 500 ans de la Réforme, une déclaration intitulée « Luther, les Juifs et nous aujourd'hui » dont voici la conclusion :
« Au-delà de l'antijudaïsme religieux, l'antisémitisme gangrène jusqu'à nos jours nos sociétés et nos mentalités. Nous voulons en prendre davantage conscience et le combattre plus fortement que par le passé dans nos communautés et dans l'espace public. »
Retrouvez la déclaration de l'UEPAL en ligne

Ces textes rejoignent hélas notre actualité, alors que les

actes antisémites en France augmentent de façon inquiétante.

Notre responsabilité consiste à permettre aux Juifs de vivre libres et en sécurité dans notre pays. Ils ne devraient pas craindre de vivre publiquement leur religion et leur culture. Or cette peur est de retour. Les événements en Israël-Palestine ne peuvent en aucun cas constituer un prétexte pour relativiser les attaques dont juifs ou musulmans pourraient faire l'objet dans notre pays.

La République protège tous les citoyens et reconnaît à chacune et chacun de vivre librement et en sécurité sa religion et sa culture.

La Conférence des responsables de culte en France regroupe des représentants des Églises chrétiennes (catholique, orthodoxe et protestante), du judaïsme, de l'islam, du bouddhisme. Elle appelle : « nos concitoyens, croyants ou non, a`préserver et cultiver les relations fraternelles qui lient les uns aux autres dans le respect et l'attention mutuelle ; a`rejeter fermement tout antisémitisme, tout racisme, tout mépris ou discours de haine et de mort ; a`rechercher inlassablement la vérité et la justice en vue de la paix. »

Nous invitons toutes nos communautés à prier et agir sans relâche pour qu'adviennent justice et paix.

Le Conseil de l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine

Déclaration de l'Église protestante unie de France :
L'antisémitisme, c'est « non » !

EGLISE PROTESTANTE UNIE DE FRANCE
communion luthérienne et réformée

Un « non » qui engage

Dans d'autres langues, il existe des formules courtes et chocs pour dire que des idées, des actes, des positionnements sont inadmissibles. « No way », « no passaran »…

Quelle formule inventer en français pour dire avec autant de force que certaines choses ne sont pas et ne seront jamais acceptables ? Peut-être tout simplement exprimer fermement un « non » !

L'antisémitisme, c'est non ! Le rejet, l'exclusion, l'agression, le meurtre au motif du judaïsme, c'est « non » !

La recrudescence actuelle des actes antisémites est insupportable. C'est « non » !

Et ce « non » est dans le tout du « non » au racisme, au rejet de celles et ceux qui sont différents.

Ce « non » est un « non » positif, un « non » qui protège la vie, un « non » qui tient debout. Il est soutenu et précédé par le « oui » de Dieu sur toute vie !

Ce « non » engage et appelle à la défense des personnes victimes. Il nomme l'insoutenable, il le rend visible, il

donne corps à une résistance.

Collectivement, au-delà des convictions partisanes, ce « non » se dit et se vit. Ce week-end particulièrement, ce « non » pourra se dire dans une marche citoyenne à Paris ou ailleurs. À chacune et chacun d'inventer ensemble comment dire ce « non » et accueillir le « oui » de Dieu.



Prière

Quand le monde s'embrase et nous échappe,
Quand sa complexité nous laisse dans l'incompréhension,
Quand toute parole semble vaine ou malvenue,
Apprends-nous Seigneur à faire silence.

Quand des êtres humains sont exclus ou agressés, menacés ou assassinés,
Quand nos frères et sœurs sont victimes d'actes de haine parce qu'ils sont juifs,
Quand des populations entières sont stigmatisées et vivent dans la peur à cause de leur religion ou de leur origine,
Apprends-nous Seigneur à dire fermement « non ».

Quand les cris de celles et ceux qui souffrent se heurtent à notre impuissance,
Quand nous ne savons plus discerner où se trouve la justice,
Quand nous nous réfugions dans l'indifférence,
Apprends-nous Seigneur à nous mettre à ton écoute, à entendre le « oui » que tu poses sur toute vie, à veiller sur les étincelles d'espérance qui germent dans la nuit du monde.

Amen

En Ile-de-France, l'organisation de la marche civique coïncidant avec celle du synode régional de l'EPUdF, les

participants de ce dernier ont voté un vœu soulignant que « le synode, retenu par ses travaux et n'ayant pu se joindre à la marche contre l'antisémitisme, assure toutes les communautés juives de région parisienne de son amitié et de son soutien. »

Déclaration du CECEF (Conseil d'Églises chrétiennes en France)

Les responsables religieux unis pour la fraternité : Rencontres interconfessionnelles en France
Paris, le 14 novembre 2023

Lundi 13 novembre, les représentants religieux chrétiens de France se sont unis pour exprimer leur soutien aux communautés juives et musulmanes de France.

Ensemble, le pasteur Christian Krieger, président de la Fédération protestante de France, Mgr Éric de Moulins-Beaufort, archevêque de Reims, président de la Conférence des évêques de France et du Métropolite Dimitrios Ploumis, président de l'Assemblée des Évêques orthodoxes de France, ont

rencontré le Grand Rabbin Haïm Korsia pour lui réaffirmer leur soutien sans faille face à la situation préoccupante que connait aujourd'hui notre pays, en particulier la très forte augmentation des actes antisémites en France depuis un mois, tout en mettant l'accent sur l'avenir.

Dans le même esprit, ils ont rendu visite et échangé avec Me Chems-Eddine Hafiz, recteur de la Grande Mosquée de Paris, afin de lui manifester leur solidarité envers les musulmans de France, alors que les discours antimusulmans réducteurs et les amalgames se multiplient dans notre pays.

L'objectif principal de ces rencontres était de comprendre les réalités vécues par ces communautés, mais surtout, de réfléchir ensemble à la mise en place d'initiatives concrètes destinées à renforcer l'harmonie interreligieuse parmi les jeunes générations.

Ces initiatives ont pour ambition de maintenir élevé le niveau du dialogue interreligieux en ces temps troubles, de favoriser la compréhension interculturelle et de soutenir des actions concrètes pour une société plus fraternelle. Ces cinq représentants de cultes se sont engagés à orienter leurs actions de sorte que la diversité culturelle et religieuse devienne une réelle source de fraternité, de solidarité et de paix sociale pour tous, notamment pour les générations à venir.

Pasteur Christian Krieger
Président de la Fédération protestante de France

Mgr Éric de Moulins-Beaufort
Président de la Conférence des évêques de France

Mgr Dimitrios Ploumis
Président de l'Assemblée des évêques orthodoxes de France

Tour des Synodes régionaux de l’EPUdF

Cet automne, chaque région de l’Église Protestante Unie de France, l’une des trois unions d’Églises constitutives du Défap, organise son synode, et poursuit sa réflexion sur le thème : « La mission de l’Église et les ministères ». Un thème qui est au cœur même des activités du Défap, dont les représentants sont, comme chaque année, présents pour participer à chacun de ces synodes.



© *EPUdF*

En cette année 2023, les synodes régionaux de l’EPUdF, à partir des rapports régionaux, vont débattre autour de quatre grandes thématiques sur le thème lancé depuis 2021 : « La mission de l’Église et les ministères » :

- Témoigner par des paroles et des actes
- Témoigner en intégrant la diversité de l'Église universelle
- Témoigner en s'appuyant sur une variété de ministères
- Témoigner grâce à la formation continue de tous (spirituelle, théologique, humaine)

Les questions sur la mission, **tous les organismes missionnaires comme le Défap y sont aujourd'hui confrontés**, dans un temps qui connaît **des évolutions de plus en plus rapides et de grande ampleur**. Et ce qui est vrai des organismes missionnaires **l'est tout autant des Églises elles-mêmes**.

Comme chaque année, le Défap est présent à ces divers synodes régionaux, dont voici le calendrier :

Région	Date et lieu du synode
Centre-Alpes-Rhône	*10-12 novembre à Vogue*
Cévennes-Languedoc-Roussillon	*17-20 novembre à Sète*
Est-Montbéliard	*18-20 novembre à Besançon*
Nord-Normandie	*17-20 novembre à Criel - sur-Mer*
Ouest	*17-19 novembre à Angers*
Provence-Alpes-Corse- Côte d'Azur	*17-20 novembre à Sainte Tulle*
Région parisienne et l'Inspection luthérienne de Paris	*10-12 novembre chez les diaconesses à Paris*
Sud-Ouest	*17-20 novembre à Bordeaux*

Une réflexion au long cours

Au Défap, la réflexion est engagée depuis mars 2018, lorsque son président, Joël Dautheville, avait lancé un appel en faveur d'une dynamique refondatrice dans son message à l'ouverture de l'Assemblée générale. Une réflexion qui ne peut bien sûr être indépendante de celle des Églises constituant le Service Protestant de Mission. Mais en la matière, chacune avance en fonction de son propre contexte, de sa propre histoire et au rythme de ses propres instances. En octobre 2019, **le colloque organisé au 102 boulevard Arago** «Vers une nouvelle économie de la mission : parole aux Églises» avait permis de réunir les présidents des trois Églises constitutives du Défap : l'EPUdF, l'UEPAL et l'Unepref. Il s'était traduit par des échanges très riches au cours desquels s'étaient exprimées les diverses conceptions de la mission, et une diversité d'attentes vis-à-vis du Défap.

Actuellement, le processus de réflexion de l'EPUdF (Église Protestante Unie de France), de l'UEPAL (Union des Église protestantes d'Alsace et de Lorraine) et de l'Unepref (Union des Église protestantes réformées évangéliques de France) sur leurs attentes communes vis-à-vis du Défap est toujours en cours. Un premier texte issu des travaux au sein de l'EPUdF a été soumis au dernier Conseil du Défap et a fait l'objet de discussions lors de travaux de groupes.

Appel à la générosité en faveur de toutes les victimes

de la guerre au Proche-Orient

Le Défap offre trois bourses pour suivre une formation de cinq mois au Maroc, à Rabat, dans le cadre du certificat Al Mowafaqa. Peuvent être concernés aussi bien des pasteurs ou des étudiants que toute personne intéressée par le dialogue interreligieux.

Israël – Palestine, la parole des Églises

L'Action Chrétienne en Orient (ACO) fait partie des organismes œuvrant dans le milieu des Églises avec lesquels le Défap entretient des liens étroits. Certains des volontaires du Défap, en Égypte par exemple, sont co-envoyés avec l'ACO. Un autre lieu d'engagement commun au Défap et à l'ACO est le Programme œcuménique d'accompagnement en Palestine et en Israël (EAPPI), mis en place en 2002 par le Conseil œcuménique des Églises pour aider les efforts de paix entre Israéliens et Palestiniens. Depuis le 7 octobre, l'ACO s'efforce de diffuser des informations et des déclarations d'Églises appelant à l'apaisement. Elle vient de rédiger un communiqué détaillé faisant le point sur ces divers appels et fournissant de nombreux liens, que nous reproduisons ici.



© *iStock*

Depuis le début des événements qui ensanglantent Israël et la bande de Gaza, puis la Cisjordanie et le sud du Liban, l'ACO a choisi de relayer, sur sa page Facebook, des informations, des analyses et des points de vue qui aident à la compréhension des enjeux du conflit.

Pour nous, chercher à comprendre la violence structurelle et complexe de la situation israélo-palestinienne n'a jamais pour objectif de justifier les crimes et les actes de guerre. C'est au contraire une manière de ne pas se laisser emporter par les émotions qui nous touchent et ne pas sombrer dans le ressentiment envers les uns ou envers les autres. Nous savons que de part et d'autre beaucoup aspirent à la paix via une solution politique qui soit juste et satisfaisante pour tous. Nous savons aussi que les extrémistes des deux camps ont sciemment choisi, depuis trente ans (et les accords d'Oslo en 1993), d'étouffer toute solution pacifique pour mettre en œuvre une logique jusqu'au-boutiste. Nous voyons l'échec de leurs idéologies, nous déplorons le fanatisme, nous dénonçons l'illusion que la violence pourrait apporter la sécurité ou la

justice.

L’ACO fait également le choix de relayer le positionnement des Églises palestiniennes, notamment des Églises protestantes et des mouvements œcuméniques qui n’ont cessé d’interpeller, depuis des années, les Églises et les institutions occidentales et internationales, sur l’impasse et les dangers d’une situation devenant chaque jour plus intenable.

Depuis le 7 octobre, ces Églises dénoncent premièrement et très clairement le recours à la violence. Elles déplorent la perte de tant de vies humaines, en premier lieu les civils innocents, israéliens et palestiniens. Elles se positionnent clairement contre toute forme de vengeance alimentant le cycle des représailles et nourrissant la haine mutuelle.

Elles prient pour toutes les victimes et appellent à la paix.

Elles rappellent également avec force qu’il n’est pas possible de comprendre la situation générale sans prendre en compte le contexte de l’occupation et de la colonisation de la Cisjordanie, de même que le blocus de Gaza, situations qui perdurent et empirent depuis des décennies.

Elles demandent le respect du droit international et appellent de tout leur cœur une solution politique faisant droit à la coexistence de l’ensemble des Israéliens et des Palestiniens.

Elles rendent compte de leur vécu et de leurs analyses qu’il est nécessaire d’accueillir et d’entendre si nous souhaitons véritablement comprendre nos frères et sœurs chrétiens palestiniens.

Enfin ces Églises dénoncent les théologies de certaines Églises évangéliques et protestantes qui, aux Etats-Unis et en Europe, justifient aveuglément et sans aucune retenue la politique de l’Etat d’Israël à l’égard du peuple palestinien et sa manière de conduire la guerre, souvent en invoquant des interprétations eschatologiques (« de la fin des temps ») de

passages bibliques.

Ces prises de position doivent nous interpeller même si elles peuvent nous heurter ou nous embarrasser : elles doivent nous obliger à la réflexion et à la compréhension de la situation.

Nous ne voyons pas d'avenir dans les crimes terroristes du Hamas ni dans la réponse militaire d'Israël à l'égard des civils de Gaza et de Cisjordanie. Nous croyons que les victimes israéliennes et palestiniennes sont *in fine* victimes de tous ceux qui ont tant de fois fait échouer la paix par le passé. Nous croyons qu'il n'y a pas de fatalité et qu'il est essentiel d'encourager toutes celles et ceux, Israéliens et Palestiniens, qui s'engagent pour la paix et la justice à travers tant d'associations et d'initiatives sur le terrain. A quand des responsables politiques prêts à construire une coexistence pacifique et juste ?

Nous nous reconnaissons dans toutes les initiatives de rencontres en Église qui proposent des temps de prière, de silence et de méditation autour de la recherche de la paix. Sur ce lien vous trouverez une proposition de sujets de prière par Mme *Rula Khoury Mansour,* avocate et théologienne protestante palestinienne, citoyenne israélienne, vivant à Nazareth.

Le bureau du comité directeur de l'Action Chrétienne en Orient

DÉCLARATIONS D'ÉGLISES

• a) Déclaration de l'Église évangélique luthérienne de Jordanie et de Terre Sainte. Le samedi 7 octobre 2023.

• b) Déclaration du Centre œcuménique de théologie palestinienne de la libération Sabeel. 11 octobre 2023.

• c) Déclaration de Kairos Palestine sur la guerre à Gaza. 11 octobre 2023.

• d) Témoignage de Marie-Armelle Beaulieu, rédactrice en chef de Terre Sainte magazine. Le 13 octobre 2023.

• e) Un appel à la repentance. Lettre ouverte de chrétiens palestiniens aux responsables et théologiens des Églises d'Occident. Le 20 octobre 2023.

• f) Kairos Global Palestine. Un appel au cessez-le-feu. Le 20 octobre 2023.

• g) Lettre du cardinal Pizzaballa, Patriarche latin de Jérusalem, le 24 octobre 2023.

***

D'autres textes et ressources sur le site des amis de Sabeel FRANCE.

***

Les différentes déclarations du Conseil Œcuménique des Églises se trouvent sur cette page.

Des projets pour faire vivre les liens

Au Défap, le financement de projets obéit avant tout à une logique : celle d'entretenir des relations au sein d'un réseau d'Églises. Les projets viennent ainsi

s’ajouter aux échanges de personnes (qu’il s’agisse d’envoi de volontaires, d’accueil de chercheurs…) et aux relations institutionnelles (notamment entre facultés de théologie) pour nourrir ces relations au quotidien. Et leur principale caractéristique, c’est qu’ils font l’objet d’une co-construction, ce qui garantit qu’ils correspondent bien à un besoin réel sur place. Le point avec Maëlle Karen Nkot, chargée des projets au Défap, à l’occasion d’une interview pour Fréquence protestante.



Maëlle Karen Nkot, chargée du suivi des projets au Défap © Défap

Dans quelle perspective sont choisis les projets financés par le Défap ? Pour répondre à quels besoins ? Et à l’issue de quel parcours ? « Courrier de mission », l’émission de radio du Défap diffusée chaque troisième dimanche du mois sur Fréquence protestante, a donné la parole en ce mois d’octobre

à Maëlle Karen Nkot, chargée du suivi des projets au sein du Service protestant de mission.

De manière générale, les projets financés par le Défap s'inscrivent surtout dans les domaines de l'enseignement, de la santé, de l'environnement. Avec, pour tous, deux caractéristiques essentielles : ils servent avant tout à nourrir des relations d'Églises, et sont co-construits avec les partenaires sur place. Ils sont l'expression et la concrétisation de relations souvent établies de longue date avec des Églises par-delà les frontières, héritées d'une longue histoire commune, et entretenues aussi bien à travers les échanges de personnes (envoi de volontaires, visites ponctuelles de groupes ou accueil de boursiers) qu'à travers les projets eux-mêmes. Ils sont directement issus de demandes de partenaires du Défap, ce qui garantit qu'ils répondent au mieux aux besoins sur place, et font l'objet d'une co-construction.

Comment sont construits les projets au Défap

Courrier de Mission

Émission du 15 octobre 2023 sur Fréquence Protestante

Comment répondre aux situations d'urgence ?

Maëlle Karen Nkot participe à cette co-construction en aidant à monter les dossiers, en demandant des renseignements complémentaires si nécessaire. « Nos partenaires sur le terrain nous sollicitent (…) par exemple pour des besoins en formation, ou en électrification, ou encore en alimentation », témoigne-t-elle dans « Courrier de mission ». Il s'agit dès lors d'évaluer quelle réponse apporter, pour quels bénéficiaires, avec quels moyens… et le dossier va entamer son parcours devant la « Commission Projets », l'instance qui, au sein du Défap, est chargée de rendre les arbitrages. Il se

peut qu’il y ait besoin de chercher d’autres financements. De faire appel à d’autres institutions… Cette Commission, composée de 8 à 12 personnes, se réunit en général trois fois par an, et elle a également pour tâche d’assurer le suivi et l’évaluation des différents projets du Défap en accompagnement du Secrétaire général.



Un projet soutenu par le Défap à Djibouti : jeunes du centre de formation de l’EPED (Église protestante évangélique de Djibouti) initiés aux techniques de l’installation et de la maintenance de panneaux solaires © EPED

S’inscrivant dans des relations établies dans la durée, les projets accompagnés par le Défap ont aussi pour finalité de produire des effets sur le long terme. Il peut s’agir par exemple d’équiper des bâtiments universitaire, de renforcer les capacités de personnels sur le terrain… Le Défap n’a pas vocation à intervenir dans des situations d’urgence. Les besoins dans ce domaine ont pourtant tendance à croître, et les demandes de partenaires à se multiplier. Le Défap peut alors y répondre en adressant les dossiers à Solidarité protestante, une plateforme dont il est membre et qu’il a contribué à mettre en place. Le comité de cette plateforme est piloté par la Fondation du Protestantisme et la Fédération protestante de France, qui s’entourent d’ONG et d’institutions chrétiennes expertes dans l’aide humanitaire d’urgence et de crise. Parmi les projets présentés par le Défap et financés, à travers Solidarité protestante, par la Fondation du Protestantisme, figurait ainsi au cours de l’année 2023 une aide d’urgence à des victimes d’un sinistre survenu au nord du Cameroun : des pluies diluviennes et des inondations avaient provoqué le déplacement de centaines de milliers de personnes, dont les cultures avaient été perdues, et qui s’étaient retrouvées sans ressources. Le projet présenté par un partenaire du Défap sur place, l’Église Fraternelle Luthérienne du Cameroun (EFLC), qui avait permis de distribuer des vivres à environ 10.000 bénéficiaires, avait été financé à 50% par Solidarité protestante, et à 50% par le Défap.



Distribution de vivres après les intempéries dans le nord du Cameroun : un projet présenté par l'EFLC et financé par le Défap et la Fondation du protestantisme © Défap

---

AG de la Cevaa : «Les questions écologiques ne doivent pas rester l'apanage de quelques chrétiens

engagés»

À l'occasion du culte d'ouverture de la 12e Assemblée Générale de la Cevaa, son Président, le pasteur Michel LOBO, est revenu sur les conditions de la naissance de la Communauté, issue en même temps que le Défap de la mue de la SMEP, et sur l'esprit qui unit encore aujourd'hui ses 35 Églises. Il a aussi mis en avant les principaux défis qui se posent à elle, au premier rang desquels il place l'urgence climatique – un des thèmes prioritaires du Défap et de ses Églises membres.



Claudia SCHULZ, Secrétaire générale de la Cevaa et le Président de la Communauté, Michel LOBO lors du culte d'ouverture à Jacqueville © Cécile Richter pour la Cevaa

Suivez l'AG de Côte d'Ivoire sur le site de la Cevaa

« Monsieur le Président de l'Église Méthodiste Unie Côte d'Ivoire, Bishop Benjamin BONI ;
Distinguées Autorités Politique, Administrative, Militaire ; Religieuse et Coutumière du pays et de la région ;

Madame la Secrétaire Générale de la Cevaa;
Chers Partenaires venus de France, Suisse, Allemagne, Corée du Sud, Kenya ;
Chers membres du Conseil Exécutif ;
Chers membres du Secrétariat ;
Chers Délégués de l'Assemblée Générale ;
Mesdames et Messieurs les invités ;
Bien-aimés ;

La grâce et la paix de Dieu vous soient multipliées au nom du Seigneur et Sauveur.

« Deux hommes marchent-ils ensemble sans s'être concertés ? » Amos 3 : 3. C'est par la première des sept questions rhétoriques relatives à des certitudes de la nature posées par l'Éternel pour démontrer que rien ne pouvait arriver à Israël en dehors de sa volonté souveraine, que nous voudrions faire monter vers le Tout-Autre, le Dieu créateur du monde, notre accent reconnaissant, Lui, qui rend possible cette rencontre.

Par pure grâce de Dieu, il nous échoit la responsabilité de prendre la parole en notre qualité de Président de la Cevaa, mandaté par les délégués de l'Assemblée Générale d'Octobre 2021 à Montpellier pour saluer avec déférence les autorités du pays avec à la tête son Excellence le Président Alassane OUATTARA, qui ont accepté de nous ouvrir la porte d'entrée de la Côte d'Ivoire, le pays de l'hospitalité et la terre de l'Espérance.



Les délégués à la 12e Assemblée générale de la Cevaa lors du culte d'ouverture le 16 octobre 2023 © Cécile Richter pour la Cevaa

Saluer avec respect les autorités de la Région de Jacqueville qui nous accueillent en ces lieux propices à la réflexion et qui, à la fin de la cérémonie, veulent nous donner le sens de l'hospitalité en Côte d'Ivoire. Nous saluons en terme de profonde gratitude l'Église Méthodiste Unie Côte d'Ivoire avec à sa tête le Président Bishop Benjamin BONI, qui, à la demande de la Cevaa d'organiser cette Assemblée Générale nous a dit : « C'est une affaire de famille, c'est notre affaire à tous, venez, vos frères et sœurs vous attendent ».

Monsieur le Président, Infiniment merci nous nous sentons réellement en famille.

Nous saluons toutes et tous les bien-aimés pour votre présence qualitative et quantitative qui donne un cachet particulier à cette cérémonie d'ouverture de la 12eme Assemblée Générale de la Cevaa ; ce qui nous donne d'espérer en des lendemains

meilleurs pour notre communauté au sortir de ces assises.

Distinguées autorités tout protocole respecté, Mesdames et Messieurs, la Cevaa c'est quoi. Que fait-elle ?

En effet, à l'Assemblée Générale de la Société des Missions Évangéliques de Paris en 1964, le Pasteur Jean KOTTO, Président de l'Église Évangélique du Cameroun (le Sud considérée comme Église fille), prêchant sur le texte d'Esaïe 54, versets 2 à 4, apostrophe directement le Président Marc Boegner (le Nord considérée comme Église Mère): et nous citons « Le Seigneur lui-même sait, si par la puissance de son Saint Esprit, à travers cette action missionnaire commune, au moment où il le faudra, Il nous rassemblera en une communauté nouvelle, intercontinentale, supranationale et multiraciale… » fin de citation et il poursuit, nous citons « Monsieur le Président, élargis l'espace de ta tente, déploie les couvertures de ta demeure, tu te répandras à droite et à gauche, ta postérité envahira des nations ; ne crains pas car tu ne seras pas confondu(e)'.» fin de citation.

Les fiançailles inspirées par le Saint Esprit entre les Églises dites mères et celles dites filles venaient de voir le jour. Dans l'attente de l'enfant qui va naitre, de 1967 à 1969, deux Actions Apostoliques communes voient le jour au Dahomey (Benin) en milieu Fon et dans le Poitou (France).

En Octobre 1971, ces Églises protestantes de divers continents, réunies à Paris, décident de constituer la Communauté Évangélique d'Action Apostolique Cevaa. Ainsi, le 30 octobre 1971 est née la fille appelée Cevaa, devenue aujourd'hui dame Cevaa.



De gauche à droite : les pasteurs Marcel TATA, Martin BURKHARD, Claudia SCHULZ, Michel LOBO et le Président de l'EMU-CI Benjamin BONI © Cécile Richter pour la Cevaa

La Cevaa est née dans l'esprit de l'Église primitive décrite dans le livre des Actes des Apôtres, en vue de susciter une autre forme d'être Église par le dynamisme des communautés ecclésiales croyantes, priantes, unies et mettant ensemble leurs moyens, leurs talents et leurs atouts au service de la mission pour la transformation du monde : une utopie ! D'ailleurs, le philosophe et théologien Paul Ricoeur disait qu'il fallait entendre l'utopie, non comme une illusion, mais comme un horizon. Ce grand rêve de changer le monde par le témoignage chrétien commun en paroles, en actions et par les actes entre Églises du Nord et celles du Sud est placé sous le triptyque : Partager, Agir, Témoigner.

D'année en année, la communauté Cevaa se sent la responsabilité d'explorer, de concevoir et de proposer des orientations de la formation de l'esprit avec des thématiques communes vécues à des degrés divers par toutes ses Églises

membres.

Aujourd'hui, la vision dynamique et réaliste des pères fondateurs de notre Communauté, leur sens profond de l'universalité du corps de Christ, nous donnent de compter 35 Églises et Union d'Églises, membres dans 24 pays en Europe, en Afrique, en Amérique latine, dans l'Océan indien et dans le Pacifique. Ainsi, après un peu plus de 50 années, la collaboration, l'écoute mutuelle et la mise en question sont pour nous plus que nécessaires et appelées à être perpétuées pour « maintenir la flamme ». Les défis dans leurs différents contextes appellent à des réflexions continues et même à des actions par l'animation théologique, l'échange de personnes, la bonne gouvernance, la santé, la rigueur financière, la démocratie, l'évangélisation, la stratégie jeunesse, les programmes missionnaires, les actions communes, la communication…

Dans la perpétuation de notre thèse de transformation, notre présence ici en terre ivoirienne est pour nous l'occasion idoine pour affirmer que nous sommes des responsables dont la mutualisation de la foi authentique, appelle à exercer une influence chrétienne sur la société, et à la transformer en nous fondant sur des valeurs et des principes bibliques. Dans les domaines tels que l'éducation, la santé, le développement, l'environnement, etc… notre désir de servir doit rencontrer la responsabilité de nos différents États en veillant au bien-être de nos concitoyens.



Les délégués durant la première session de travail, dans l'après-midi suivant le culte d'ouverture de l'AG © Cécile Richter pour la Cevaa

Pour notre Communauté, « Maintenir la Flamme » veut dire, prendre soin de la création en n'ignorant plus ce qui se passe autour de nous. Comme Noé dans la Bible au temps du déluge, nous avons alors l'obligation de sauver toutes les créatures menacées d'extinction en répondant favorablement aux problèmes de la pollution, du changement climatique, de la pêche intensive… à soutenir les politiques pour la protection de notre environnement et l'utilisation efficiente des ressources naturelles à travers le financement de projets fiables. C'est ainsi que nous confirmons que le développement matériel n'est pas un frein pour une vie spirituelle saine. En effet, dans sa Mission d'éveilleuse de conscience, notre Communauté s'est appropriée la thématique qui émerge de plus en plus, et qui occupe désormais la place centrale tant au plan sociétal que scientifique : « la Gestion de notre environnement et sa finalité ». D'où le thème de notre Assemblée Générale : « Habiter Autrement la Création »Cf. Genèse 2 : 15. C'est pour nous l'occasion de confirmer que nous sommes dans un monde où la fertilité de nos sols et les services écosystémiques sont

de plus en plus compromis. La plupart de nos populations vivant dans les zones rurales subissent de plein fouet les effets du changement climatique. Les écosystèmes et la biodiversité dont elles dépendent sont de plus en plus dégradés ; l'accès aux terres cultivables et leur qualité diminuent ; les ressources forestières sont plus que jamais limitées et détériorées ; l'agriculture paysanne non irriguée prédomine et l'eau se fait plus rare et par endroit elle est polluée. La tendance à long terme des prix de l'énergie et des intrants agricoles est haussière ; enfin, le déclin de nos ressources halieutiques et marines nous prive de plus en plus de revenus et d'aliments essentiels. Ce triste tableau, au lieu de nous tétaniser pour nous pousser à l'inaction, nous persuade au contraire à admettre que la gestion durable de notre environnement et de nos ressources naturelles est essentielle à la réduction de la pauvreté dans ces zones rurales. Ce qui nous invite à agir afin que nos populations qui y vivent, résolvent l'ensemble imbriqué de ces problèmes. Nous dirions même que nous n'avons pas le choix que de faire un choix, si nous voulons autrement habiter la création. Soit nous vivons en prenant soin de la création tout en renonçant à certaines pratiques dégradantes de l'environnement. Soit nous dégradons la terre en nous détruisant nous-mêmes et alors nous périssons sans la terre. La destruction de l'environnement équivaut à la destruction de l'homme lui-même. Vous avez donc ici, des délégués qui veulent être accompagnés par vos prières ferventes, afin que cette Assemblée Générale favorise une Cevaa offrant à notre humanité de plus en plus d'acteurs transposant à plus grande échelle, des approches ruralistes et paysagistes pour réduire la pauvreté, renforcer la capacité d'adaptation, augmenter la sécurité alimentaire, diminuer les émissions de gaz à effet de serre et surtout favoriser la protection de notre environnement (qui à l'origine, est celui de notre liberté, de notre respiration, de notre apaisement, de notre bonheur).

Les questions écologiques ne doivent pas rester l'apanage de

quelques chrétiens engagés seulement ; mais elles nous concernent et nous engagent toutes et tous.

Distinguées autorités, auguste Assemblée, avec Martin Luther, nous voulons à la Cevaa continuer d'affirmer avec véhémence que « l'Écriture Sainte ne contient pas, comme les gens le pensent, des mots à lire, mais des mots à vivre, qui ne nous sont pas donnés en vue de la spéculation ou de l'imagination, mais en vue de la vie et de l'action ». C'est pourquoi avec vous, en plus de nos réflexions bibliques et théologiques, nous souhaiterions mener une action concrète dans l'esprit du thème « Habiter Autrement la Création » au lieu qui nous sera indiqué afin qu'au sortir de cette Assemblée générale, la Côte d'Ivoire soit le point de départ d'une action commune qui, ira de partout vers partout.

Pour y parvenir, demeurons donc dans la mutualisation de nos efforts puisés dans le Seigneur Dieu, Auteur de la Création, qui, par sa mystérieuse présence nous aidera à valoriser notre double citoyenneté (terrestre et céleste) et à tendre vers l'environnement des origines de notre histoire, de nos activités, de nos affections, de nos espoirs, celui de notre liberté, de notre respiration, de notre apaisement, de notre foi et de notre prière.

Que Dieu bénisse le monde, sa création.
Qu'Il bénisse nos pays et nos Églises.
Qu'Il bénisse la Cevaa, la Côte d'Ivoire et l'EMUCI.
Qu'Il bénisse notre Assemblée Générale et vous toutes et tous qui la soutenez.

Je vous remercie de m'avoir écouté !

Pasteur Michel LOBO
Président de la Cevaa



Le Président de l'Église Méthodiste du Togo, Godson Téyi LAWSON KPAVUVU © Cécile Richter pour la Cevaa

« Nous devrons intégrer la gouvernance dans notre approche »

Au cours de la première séance de travail en plénière, dans l'après-midi suivant le culte d'ouverture, le Président de l'Église Méthodiste du Togo, Godson Téyi LAWSON KPAVUVU, est intervenu sur le choix du thème de l'Assemblée générale, approfondissant le verset de Genèse 1, 28.

« Dominer (kabash), soumettre (radah), ces deux verbes nous mettent en face d'une réalité qui dit que les grands commentateurs de la Bible étaient des hommes, et qu'ils n'ont apporté qu'une approche masculine. J'aimerais ce soir que chacun et chacune repense les termes hébreux traduits par faire violence, soumettre et que nous abondions en comprenant les termes en intégrant la valeur de garder, de contenir, de maîtriser, de gouverner. Ainsi donc nous sommes appelés à garder, à contenir et à gouverner. Gouverner, c'est aussi définir les règles de la gouvernance. Au sortir de cette Assemblée Générale, nous devrons intégrer la gouvernance dans notre approche. Que le Seigneur nous accompagne. »

Madagascar : les défis de l’alternance

A Madagascar, les élections présidentielles sont systématiquement des moments de tension. Depuis l’indépendance, tous les changements à la tête du pays se sont faits hors des règles. L’approche de la présidentielle 2023 a été marquée par une série d’événements (manifestations, arrestations, destitution du président du Sénat…) qui ont poussé l’Union Européenne, les États-Unis, le Royaume-Uni, le Japon, la Corée et la Suisse à exprimer leurs préoccupations dans un communiqué commun déplorant un « climat politique tendu ». Mais que se passe-t-il vraiment dans la Grande Île ? Et quels sont les enjeux de ces tensions ? L’analyse de Christiane Rafidinarivo, politologue, chercheure invitée au Centre de recherche politique CEVIPOF (Sciences Po Paris).



Carte de Madagascar © Google Maps

Quelle est la situation aujourd'hui à Madagascar, à l'approche de la présidentielle ?

Christiane Rafidinarivo : Le premier tour de l'élection présidentielle a été reporté d'une semaine : il aura lieu le 16 novembre. Le deuxième tour étant, lui, maintenu au 20 décembre. Ce report a été décidé par la Haute Cour Constitutionnelle, et à la demande d'un candidat, Andry Raobelina : gravement blessé lors d'une marche organisée par le « Collectif des 11 », il a dû être évacué à l'étranger pour être soigné. Ce Collectif regroupe 11 des 13 candidats à la présidentielle, dont deux anciens présidents, Marc Ravalomanana et Hery Rajaonarimampianina. Parmi ces autres candidats, certains sont aussi d'anciens leaders du parti d'Andry Rajoelina, président sortant et candidat à sa propre succession, qui a ainsi perdu une partie importante de ses soutiens politiques.

Que revendique ce Collectif ?

C.R. : Un assainissement du processus électoral avant les élections. Pour cela, le Collectif appelle à une concertation

entre tous les candidats et les institutions. Mais Andry Rajoelina refuse. Pour appuyer ses revendications, le Collectif avait appelé à une série de rassemblements, qui tous s'étaient heurtés à des refus d'autorisation ou avaient été empêchés de se tenir. Des marches ont néanmoins été organisées, et le Collectif est devenu un mouvement politique qui mène désormais des actions dans les principales villes du pays – actions partout réprimées.



Vue de Tananarive, la capitale © Franck Lefebvre-Billiez pour Défap

Où en est le processus électoral ?

C.R. : Actuellement, Andry Rajoelina est le seul à faire campagne, les autres candidats s'y refusent tant que leur demande n'est pas prise en compte.

Quels ont été les déclencheurs de cette crise ?

C.R. : Il y a en premier lieu une dimension institutionnelle : la Constitution exige que les candidats aient la nationalité

malgache. La presse a révélé récemment qu'Andry Rajoelina avait acquis la nationalité française en 2014, alors qu'il était à la tête de l'État. Dans le code de la nationalité malgache, il est inscrit que celui qui demande volontairement une nationalité étrangère perd la nationalité malgache (art. 42). Le « Collectif des 11 » conteste donc le certificat de nationalité produit par le président sortant dans son dossier de candidature à la présidentielle déposé auprès de la Haute Cour Constitutionnelle.

Une autre disposition de la Constitution requiert qu'un président sortant, lorsqu'il est candidat à la présidentielle, démissionne 60 jours avant le premier tour. Ce qu'a fait Andry Rajoelina. La présidence par intérim, qui se charge des affaires courantes, est normalement assurée par le président du Sénat. Mais celui-ci, Herimanana Razafimahefa, a rédigé une lettre de renonciation pour raisons personnelles. C'est une situation non prévue par la Constitution, et la Haute Cour Constitutionnelle a décidé, collégialement, de confier l'intérim au gouvernement. Le « Collectif des 11 » considère qu'il s'agit là d'une forme de coup d'État institutionnel.

Mais par la suite, Herimanana Razafimahefa a fait des déclarations à la presse nationale et internationale, indiquant avoir agi sous pression et en ayant reçu des menaces de mort émanant de membres du gouvernement. Il soutient qu'il en a informé le président et les Nations-unies. Il s'est déclaré prêt à assumer la responsabilité de l'intérim, au vu de l'ampleur de la crise politique et institutionnelle. Après cet épisode, 15 sénateurs sur 18 se sont réunis, ont déclaré que le président du Sénat en exercice souffrait de déficience mentale et l'ont destitué. Dans la foulée, ils ont élu pour le remplacer Richard Ravalomanana – un général proche du président de la République, qui l'avait nommé sénateur quelques heures à peine avant de démissionner pour se porter candidat. Certains observateurs parlent là de deuxième coup d'État institutionnel.

La crise a acquis dès lors une dimension politique. La Haute Cour Constitutionnelle a reçu le « Collectif des 11 ». Au sortir de la réunion, il n'y a eu aucune déclaration. Ce que le Collectif met en avant, c'est la nécessité de trouver un accord politique pour la mise en place d'élections équitables, transparentes et reconnues par tous, au niveau national comme international. Pour cela, il faudrait que les juges ne se substituent pas aux politiques, que l'instance en charge des élections garantisse les mêmes droits à tous les candidats. A cela s'ajoute la nécessité de procéder à une vérification des listes électorales. Le Collectif met en outre en cause la Céni, la Commission électorale indépendante, composée essentiellement de proches du président sortant. Le Collectif demande que sa composition soit revue, ou qu'elle intègre des représentants des candidats dans l'organisation du processus électoral. Il continue à appeler à une table ronde regroupant tous les candidats, et toutes les parties prenantes du processus électoral.

Aujourd'hui, au vu de cette situation, de nombreux organismes de la société civile sont favorables à une large concertation.



Vue de Tananarive, la capitale © DR

Comment réagit la population malgache ?

C.R. : L'opinion publique va de surprise en surprise, ce qui suscite l'indignation, et provoque une crainte croissante pour beaucoup de voir la situation du pays s'aggraver. Madagascar est devenu au fil des années l'un des pays les plus pauvres du monde, et les Malgaches craignent de plus en plus que leurs enfants n'aient pas d'avenir. Ce qui empire à chaque crise politique. Les cycles de crise sont de plus en plus rapprochés, et le temps pour que l'économie du pays s'en remette est à chaque fois plus long.

Les Malgaches ont été privés de leur droit de vote pendant 5 ans, de 2009 à 2014. L'enjeu de cette élection présidentielle, c'est le droit de décider qui dirigera le pays dans la liberté et la transparence, par un processus démocratique équitable. Pour sortir du cycle des crises, la raison d'être d'une

Constitution est précisément d’organiser et de garantir la possibilité d’une alternance politique.

Christiane Rafidinarivo,
Propos recueillis par Franck Lefebvre-Billiez

Le Défap à Madagascar

A Madagascar, le Défap est en lien avec deux Églises, la FJKM et la FLM, pour des activités tournant essentiellement autour de l’enseignement. La FJKM (Fiangonan’i Jesoa Kristy eto Madagasikara, en français Église de Jésus-Christ à Madagascar) est la plus grande Église protestante du pays. Elle revendique 3 500 000 membres, répartis dans 5 800 paroisses desservies par plus de 1 200 pasteurs. Quant à l’Église luthérienne malgache (en malgache : Fiangonana Loterana Malgache, FLM), elle revendique 3 millions de membres répartis dans 5 000 paroisses, desservies par 1 200 pasteurs.